



Rapport de gestion 2021

1. Thèmes sociopolitiques importants, consultations et auditions

Durant l'année sous revue, l'Initiative des villes pour la politique sociale, en collaboration avec l'Union des villes suisses, a traité les dossiers suivants :

Politique de la petite enfance :

- Contributions à la prise de position de l'Union des villes
- Financement des structures d'accueil extrafamilial des enfants; élaboration d'un projet de modèle pour les villes, audition au sein de la CSEC-N et de la sous-commission.

Migration, réfugiés :

- Consolidation de l'«Alliance des villes et municipalités pour l'accueil des réfugiés» et précision de la répartition des tâches entre l'Union des villes, l'Initiative des villes et l'alliance.
- Participation à la consultation sur le «Nouveau système de financement de l'asile, attestations des compétences linguistiques».
- Échanges avec la Commission fédérale des migrations (CFM).
- Aide sociale et droit des étrangers: commande de l'étude «Non-recours à l'aide sociale», en collaboration avec la Charte Aide Sociale. Fiche thématique et argumentaire sur diverses interventions: initiative parlementaire Marti «La prévention n'est pas un crime» et révision annoncée de la loi sur les étrangers et l'intégration.

Thèmes liés à la santé :

- Audition à propos de l'uniformisation du financement des prestations ambulatoires et stationnaires; sur ce point, les villes et les communes se sont unies pour demander l'intégration des soins stationnaires de longue durée.
- Clarification relative à l'ordonnance sur le développement continue de l'assurance-invalidité.

Autres thèmes socio-politiques :

- Prestations de soutien durant la pandémie de coronavirus
- Modernisation de la statistique de l'aide sociale; participation à divers groupes de travail et comités.
- Engagement dans la CII pour établir une vue d'ensemble des prestations de sécurité sociale en faveur des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés.
- Situation des sans-papier, audition.



2. Comité

Deux membres du comité se sont retirés de leur mandat politique en 2021 et par conséquent ont également quitté le Comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale: Antoinette de Weck et le vice-président Oscar Tosato.

Oscar Tosato a officié durant vingt ans en qualité de conseiller municipal et a rejoint le comité de l'Initiative des villes en 2011. Il aura souvent présenté des projets innovants et su, grâce à des exemples tirés du canton de Vaud et de la ville de Lausanne, élargir les perspectives et jeter des ponts entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. Lors des conférences de presse concernant l'aide sociale dans les villes suisses, il a toujours commenté avec éloquence les données de Lausanne tout en les insérant dans un contexte plus large.

Antoinette de Weck est entrée à l'exécutif municipal de Fribourg en 2011 et au comité de l'Initiative des villes pour la politique sociale en 2013. En tant que conseillère communale, elle était en charge non seulement des affaires sociales, mais également pour de l'école et de l'accueil extrascolaire. Elle s'est engagée plus spécialement en faveur des besoins des enfants et a représenté l'Initiative des villes pour la politique sociale également sur la scène nationale.

Lors des élections de remplacement organisées dans le cadre de l'assemblée d'automne 2021, ont été désignées Émilie Moeschler, de Lausanne, et Mirjam Ballmer, de Fribourg.

Au 31 décembre 2021, le Comité se composait des conseillers et conseillères municipaux suivants :

- Mirjam Ballmer, Fribourg, Verts, depuis 2021
- Nicolas Galladé, Winterthour, président, PS, depuis 2010
- Raphael Golta, Zurich, PS, depuis 2014
- Martin Merki, Lucerne, PLR, depuis 2012
- Émilie Moeschler, Lausanne, PS, depuis 2021
- Sonja Lüthi, pvl, St-Gall, depuis 2018
- Franziska Teuscher, Verts, Berne, depuis 2013

En 2021, le Comité s'est réuni à quatre reprises et a siégé une fois avec le Bureau du groupe de travail Responsables administratifs.

Le Comité a mis au point la nouvelle stratégie pour les quatre prochaines années, un projet qui a nécessité plusieurs séances. Le document «Positions et stratégie 2022 à 2026» est disponible [ici](#).

3. Secrétariat

Le secrétariat a pour tâches la planification et la communication des affaires et des assemblées, y compris les assemblées générales ; il est chargé également d'élaborer les prises de position et les réponses aux consultations. La direction du secrétariat est toujours assurée par Katharina Rüegg, Winterthour.



4. Groupe de travail et Bureau Responsables administratifs

En 2021 également, la pandémie aura marqué de son empreinte les séances du GT Responsables administratifs et les thèmes traités dans ce cadre. En outre, toutes les séances se sont tenues en distanciel. En janvier, la modernisation de la statistique de l'aide sociale a fait l'objet d'un exposé de Marc Dubach, de l'Office fédéral de la statistique. L'échéance de 2025 prévue pour l'introduction du nouveau système laisse suffisamment de temps pour participer activement à sa conception dans des groupes de travail.

En septembre, Markus Kaufman, de la CSIAS, est venu parler du développement et des pronostics de l'aide sociale à la suite de la pandémie. Concernant l'augmentation des dossiers, le scénario du pire a pu être évité. Les mesures ordonnées par le Conseil fédéral au niveau des systèmes en amont ont eu des effets positifs également en 2021. Il semble toutefois qu'il faille s'attendre à une hausse des cas une fois les prestations subsidiaires épuisées. Autre thème abordé à la séance de septembre : l'organisation du GT Responsables administratifs en 2022. En prévision du départ de Beat Schmockler et d'Armin Manser fin 2021, le Bureau a réexaminé la structure du groupe de travail. La nomination par le Bureau a eu lieu lors d'un vote groupé:

Présidence: Regine Hoffmann, Horgen; vice-présidence: Thomas Birchler, Uster; membres: Thomas Birchler, Uster, Felix Föhn, Lucerne, et Sandra Walther, Dietikon; chef du groupe Indicateurs: Thomas Birchler, Uster. Les autres membres du comité du GT Responsables administratifs, Ruedi Illes, Bâle, et Thomas Michel, Bienne, restent en fonction. Le secrétariat du groupe de travail est dirigé par Trix Gisler, Lucerne.

La dernière séance du GT Responsables administratifs organisée en décembre à Berne aurait dû être l'occasion de prendre dûment congé de Beat et Armin. Cependant, il a fallu à nouveau tenir la séance en distanciel, la cérémonie est donc reportée. Le point fort à l'ordre du jour était un exposé de Doris Egloff, directrice du service de consultation sociale de Winterthour, sur le résultat de l'analyse du modèle développé par Winterthour visant à alléger le nombre de dossiers par collaborateur. Cette approche entraîne une progression de l'intégration des clients. L'étude a pu démontrer la réduction consécutive de la durée de l'aide sociale économique et l'utilisation mieux adaptée des prestations subsidiaires. La restructuration liée aux nouveaux postes à Winterthour a donné lieu à des débats intéressants.

Pour terminer, Thomas Michel a fait l'éloge d'Armin et de Beat, les remerciant vivement pour leur engagement extraordinaire durant de longues années.

En sa qualité de représentante de l'Initiative des villes au sein de l'European Social Network (ESN), Sandra Walther a suivi le séminaire consacré au thème de la résilience et de la continuité des services sociaux, à Ljubljana. L'ESN a aussi offert l'occasion aux services sociaux de discuter de la crise sanitaire liée à la pandémie et de la transformation numérique qui en a résulté.

5. Comparaison des indicateurs de l'aide sociale

L'édition 2020 du rapport sur la comparaison des indicateurs de l'aide sociale dans des villes suisses a été présentée fin octobre lors d'une conférence de presse organisée à la Haute école



spécialisée de Berne. Par rapport à l'année précédente, la nécessité de recourir à l'aide sociale n'a ainsi pas beaucoup changé en moyenne sur les 14 villes examinées. La plupart des villes n'ont pas connu la hausse redoutée des dossiers d'aide sociale en raison de la pandémie Covid-19. Cependant, des lacunes inquiétantes dans le système social ont été constatées, au vu notamment des longues files d'attente aux points de distribution d'aliments dans les grandes villes. Les personnes en premier lieu touchées par la pauvreté étaient les étrangers qui peuvent perdre leur autorisation de séjour ou d'établissement en recourant à l'aide sociale. Cette édition du rapport a mis l'accent sur le recours répété à l'aide sociale, relevant notamment combien s'émanciper de l'aide sociale ne signifie que rarement sortir d'une situation très précaire. Plus de la moitié des bénéficiaires de l'aide sociale sont des bénéficiaires récurrents.

6. Réseau Romandie

Les assemblées tenues à Lausanne et à Bienne ont permis à l'Initiative des villes d'être bien présente en Suisse romande.

Le projet pilote concernant les indicateurs de l'aide sociale en Romandie, mis en place en 2019 avec la collaboration de la HES Berne, Travail social, a été poursuivi par les villes de Genève, Lausanne, Bienne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Sion, Neuchâtel, Yverdon-les-Bains et Morges. Le rapport interne sur les indicateurs 2019 contient, outre une comparaison des données tirées de la statistique de l'aide sociale, également un chapitre spécial sur le logement et les seuils de loyer.

7. Assemblées

Après une pause imposée par le coronavirus, les assemblées ont à nouveau pu avoir lieu en présentiel, sous réserve du respect des mesures de prévention. L'assemblée de printemps a été retransmise en ligne afin de permettre la participation également des personnes qui n'ont pas fait le déplacement à Lausanne. La salle du Conseil communal a offert un cadre historique pour cette assemblée placée sous le titre « Les conséquences sociales de la pandémie de coronavirus ». Les exposés ont couvert un champ allant des répercussions économiques de la crise sanitaire aux mesures concrètes prises par les villes de Lausanne, en passant par les évolutions de l'aide sociale constatées durant cette période. La conseillère nationale Ada Marra a montré combien le droit des étrangers restrictif et le droit de l'aide sociale, qu'elle qualifie de « paradoxaux », favorisent la pauvreté permanente, par exemple en imposant des obligations de remboursement ou des limites de fortune très bas. A la fin de l'assemblée, le comique Carlos Henriquez a résumé la journée sur une note humoristique. Il a également rendu hommage aux membres du comité sortants Oscar Tosato (Lausanne) et Antoinette de Weck (Fribourg).

L'assemblée d'automne, organisée le 29 octobre dans les salles spacieuses du Palais des congrès de Bienne, était consacrée à la « Prévention de la pauvreté dans les villes ». À cette occasion, l'Assemblée générale a élu Émilie Moeschler, de Lausanne, en tant que membre et vice-présidente du comité, ainsi que Mirjam Ballmer, de Fribourg, en tant que membre du comité.

Le programme de l'assemblée intégrait un échange intense entre les participants, ce dont ils ont grandement profité. Après l'exposé d'introduction d'Olivier Hümbel sur le monitoring de la pauvreté en tant qu'instrument de politique préventive, six stands thématiques donnaient



la possibilité d'approfondir différents aspects de la prévention dans le cadre de petits groupes: les campagnes d'information de Genève et de Bienne, les stratégies de prévention de la pauvreté, les service de conseil en ligne et en matière d'endettement ainsi que la pauvreté cachée et la nécessité de la dévoiler.

8. Participation à et collaboration avec des organes (socio-)politiques

L'Initiative des villes est une section de l'Union des villes suisses. La collaboration entre les institutions est très étroite, notamment dans les contacts avec la politique fédérale et l'administration fédérale.

Forte de sa coopération avec d'autres organisations (socio-)politiques, l'Initiative des villes pour la politique sociale a pu faire valoir efficacement ses revendications clés au niveau fédéral. L'Initiative des villes pour la politique sociale siège au sein des associations et organes suivants :

- Comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales
- Collaboration interinstitutionnelle (comité national de pilotage CNP, comité national de développement et de coordination CNDC)
- Commission fédérale des migrations (CFM)
- Dialogue national sur la politique sociale suisse
- Groupe de travail Restructuration du domaine de l'asile
- Groupe de pilotage Modernisation de la statistique de l'aide sociale
- Charte Aide Sociale
- Alliance des villes et municipalités pour l'accueil des réfugiés

L'Initiative des villes pour la politique sociale entretient d'excellentes relations également avec la Conférence suisse des institutions d'action sociale, l'Association des communes suisses et l'Union patronale suisse.

Le séminaire commun, désormais annuel, entre la CSIAS et l'Initiative des villes pour la politique sociale organisé en juin 2021 sur le thème « Les indépendants et l'aide sociale » s'est tenu sous la forme d'un webinaire. Durant la crise sanitaire, certains indépendants ont vu leurs sources de revenus diminuer sensiblement. Les services sociaux signalent un nombre croissant de demandes de leur part. Les indépendants présentent des problématiques différentes de la plupart des bénéficiaires de l'aide sociale et posent ainsi à l'aide sociale des défis particuliers.

9. Effectif des membres en 2021

Total des membres au 31.12.2021:	57
Adhésions:	0
Sortie:	0

Toutes les personnes qui se sont engagées sous une forme ou une autre en faveur des revendications de l'Initiative des villes pour la politique sociale sont ici cordialement remerciées.

Pour l'Initiative des villes pour la politique sociale: Katharina Rüegg, directrice
Winterthour, fin mars 2022